



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/CONF.164/15
10 août 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS DE
POISSONS DONT LES DEPLACEMENTS S'EFFECTUENT
TANT A L'INTERIEUR QU'AU-DELA DE ZONES
ECONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS)
ET LES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS
New York, 12-30 juillet 1993

DECLARATION FAITE PAR LE PRESIDENT DE LA CONFERENCE A LA SEANCE DE CLOTURE DE LA DEUXIEME SESSION TENUE LE 30 JUILLET 1993

Nous avons eu, ces trois dernières semaines, un débat étendu axé sur un certain nombre de questions très délicates qu'il nous faut résoudre de manière à nous acquitter du mandat que l'Assemblée générale a donné à la présente Conférence, comme suite à la demande que les dirigeants du monde entier avaient faite lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro l'an dernier.

Les discussions que nous avons tenues lors de cette deuxième session ont confirmé le bien-fondé des préoccupations qui avaient conduit à la convocation de la Conférence. Nous sommes parfaitement conscients de la nécessité d'adopter d'urgence des mesures à long terme durables aux fins de la conservation et de la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants. A défaut, les ressources biologiques de la planète continueront d'être surexploitées et les stocks iront en s'épuisant. C'est donc à juste titre que la communauté internationale se préoccupe de l'état actuel des principales pêcheries du monde, dont les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrants constituent des composantes non négligeables.

Aux termes du mandat que l'Assemblée générale lui avait assigné à sa quarante-septième session dans sa résolution 47/192, la présente Conférence était censée chercher les moyens de promouvoir l'application efficace des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives aux stocks de poissons chevauchants et aux stocks de poissons grands migrants. Ce faisant, elle devait recenser et évaluer les problèmes liés à la préservation et à la gestion des stocks, délibérer des moyens d'améliorer la coopération entre les Etats dans le domaine de la pêche et formuler des recommandations appropriées.

Ainsi que je l'ai souligné dans la déclaration que j'ai faite à l'ouverture de la seconde session de la Conférence le 12 juillet 1993 (A/CONF.164/11), nous avons en réalité sensiblement avancé dans l'accomplissement du mandat défini dans la résolution 47/192 de l'Assemblée générale. Nous avons recensé et évalué

les problèmes existants, réfléchi aux moyens d'améliorer la coopération entre les Etats dans le domaine de la pêche et accompli des progrès considérables dans la formulation des recommandations appropriées. Ces questions constitueront la matière de nos délibérations à la prochaine session.

Nous avons examiné de manière approfondie les nombreuses questions dont nous étions saisis, à l'occasion des discussions que nous avons tenues ces trois dernières semaines. Outre qu'elle a favorisé des discussions de portée générale, la Conférence a été l'occasion d'examiner la plupart des questions clefs sur la base des documents de travail que j'ai établis. Cette méthode de travail a permis à tous les participants de concourir à l'établissement du texte de négociation de base, que vous m'aviez demandé de présenter.

Pour ma part, j'ai suivi les débats très attentivement et j'ai tenté de cerner les nombreuses vues divergentes qui ont été exprimées à cette occasion, ce qui m'a énormément aidé dans l'établissement de mon texte de négociation reproduit dans le document A/CONF.164/13, qui servira de base à nos travaux futurs.

Les représentants à la Conférence devraient voir dans ce document une tentative de concilier les vues divergentes qui se sont fait jour sur les nombreuses questions que nous avons examinées. Il est, bien entendu, impossible de rendre compte de tous les avis émis sur les diverses questions si l'on veut dégager un texte de négociation unique. Je tiens donc à réitérer ci-après l'observation que j'ai faite dans l'introduction au texte de négociation :

"1. Le présent texte a été établi par le Président à la demande de la Conférence, dans le but de lui fournir un texte de négociation servant de base à l'examen des questions abordées. Il s'inspire des débats menés sur les questions de fond et tient également compte des différentes propositions et notes d'information présentées par les délégations.

2. Le texte de négociation du Président ne préjuge de la position d'aucune délégation sur les questions de fond qui y sont abordées. Il ne constitue qu'un instrument de négociation."

Faute pour la Conférence d'avoir été précédée de préparatifs, nous étions, à mon avis, ainsi placés dans une position désavantageuse. Toutefois, l'établissement du texte de négociation destiné à servir de base à nos travaux futurs nous a largement permis d'avancer dans nos travaux.

Le texte de négociation est le fruit d'un large accord sur nombre des questions considérées. Mais force est de reconnaître qu'il subsiste un nombre considérable de questions importantes qu'il faudra examiner plus avant, avant de pouvoir dégager un consensus. Ce sera là notre tâche à la prochaine session.

Je voudrais faire brièvement le point s'agissant de certaines questions importantes qui ont été évoquées.

Toutes les délégations conviennent de la nécessité d'adopter des mesures de conservation et de gestion rigoureuses et efficaces. Nous sommes tous conscients de la nécessité d'instituer des mesures appropriées à cette fin en

/...

vue d'assurer la pérennité des ressources. Si nous nous entendons tous sur cet objectif nécessaire et fondamental, il reste à définir précisément les moyens de l'atteindre.

On a largement évoqué à la présente Conférence la nécessité d'adopter des méthodes prudentes en matière de gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. Il semblerait se dégager un consensus sur la question, toutes les délégations ayant souscrit en principe à l'adoption de telles méthodes. Toutefois, les modalités précises de la mise en oeuvre de telles méthodes en matière de gestion des pêcheries devraient être mieux définies et on est convenu d'examiner cette question à la prochaine session. Nous gagnerions à disposer d'un document d'information sur le sujet à cette occasion. En conséquence, je recommande à la Conférence de prier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'établir un tel document en prévision de la prochaine session. Un groupe de travail restreint sera alors chargé d'examiner la question. Ce serait là, à mon avis, une démarche judicieuse et rentable.

Etant donné la nécessité d'assurer une conservation et une gestion plus efficaces des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, les délégations conviennent que la pêche doit s'effectuer de manière responsable. A cet égard, parallèlement aux travaux de la présente Conférence, la FAO entreprend d'établir un code de conduite pour la pêche responsable, code qui viendra certainement compléter les résultats de la Conférence.

Pour assurer la conservation et la gestion des pêcheries, il est essentiel de disposer, en temps voulu, de données précises et complètes sur les captures et les efforts de pêche. Sur cette question critique, la Conférence est largement parvenue à un accord sur le type de données d'information requises et la méthode à suivre pour les établir.

La Conférence a également reconnu la nécessité d'adopter des mesures d'observation, de contrôle et de surveillance pratiques et exécutoires afin de veiller efficacement au respect et à l'application des mesures de conservation et de gestion. A cet égard, on est convenu qu'il incombe au premier chef aux Etats du pavillon de veiller au respect des mesures de conservation et de gestion en matière de pêche hauturière. Toutefois, on a également reconnu que ces Etats peuvent être secondés par les Etats du port s'agissant de promouvoir l'adoption d'un commun accord de mesures de conservation et de gestion, conformément au droit international.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer fait du rendement constant maximum un point de repère en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques marines. Toutefois, d'autres points de repère envisagés au cours de la dernière décennie méritent d'être examinés. A cet égard, il avait été proposé à la Conférence de charger un groupe de travail de réfléchir à la question. Nous le ferons lors de la prochaine session. Pour faciliter cet examen, il serait utile que la FAO nous présente un document d'information sur la question. Je recommande en conséquence à la Conférence de prier également la FAO d'établir un tel document en prévision de la prochaine session.

La présente Conférence a évoqué dans le détail, à l'occasion de séances plénières et de séances officieuses, la question de la mise en place de

mécanismes de coopération internationale dans le domaine de la conservation et de la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants. On s'accorde à penser que des arrangements institutionnalisés sont la formule la plus efficace et que, pour être opératoires, ils doivent tenir compte des besoins particuliers des différents stocks et régions. On est aussi largement convenu des objectifs et du rôle à assigner aux organismes ou mécanismes régionaux en matière de conservation et de gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants.

S'il est vrai que l'on ne pourra trouver de solutions efficaces dans ce domaine qu'au niveau régional, nombre de délégations ont souligné la nécessité de doter les organismes et mécanismes régionaux de fonds suffisants de manière à leur permettre de s'acquitter efficacement de leur mission. La question devra être examinée plus avant à la prochaine session. Je suis fermement convaincu que faute de les doter des ressources nécessaires à l'accomplissement de leurs mandats respectifs, il ne sert à rien de proposer la création d'organismes régionaux de conservation et de gestion.

La Conférence reconnaît la nécessité pour les organismes compétents d'instituer des procédures de prise de décisions efficaces dans le cadre de la mise en place de dispositions institutionnelles efficaces aux fins de la conservation et de la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants. Par ailleurs, il est essentiel de prévoir des dispositions qui permettent de parvenir rapidement à un règlement obligatoire à l'égard des parties en cas de désaccord quant aux mesures de conservation et de gestion à adopter. En l'absence de telles procédures expéditives, les stocks pourraient continuer de s'épuiser dans l'attente du dénouement d'une longue procédure. Une telle situation serait contraire au but fondamental de la présente Conférence.

Pour inscrire dans la durée la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants, il faudrait arrêter des dispositions applicables aux nouveaux exploitants et aux tiers. Force est de reconnaître le cas particulier des pays en développement qui souhaiteraient pêcher dans leur propre région. Les pays en développement devraient pouvoir exercer l'option qui s'offrait aux autres pays dans le passé du fait de leurs atouts financiers et techniques.

Le rôle des Etats tiers a suscité une vive préoccupation lors de la Conférence puisqu'il a été démontré que ceux-ci pouvaient très facilement compromettre les mesures de conservation et de gestion internationalement convenues. Ce problème doit être réglé.

On a largement évoqué les besoins particuliers des pays en développement et l'assistance scientifique et technique qu'il faudrait sans doute leur prêter pour leur permettre de s'acquitter plus efficacement des obligations qui leur incombent en matière de conservation et de gestion. On a également fait observer que ces pays pourraient avoir besoin d'autres types d'assistance pour être en mesure de fréquenter de nouvelles pêcheries. Des considérations de sécurité alimentaire et économique fondent une obligation morale de fournir l'assistance voulue aux pays en développement. Je suis vivement encouragé par le fait qu'au cours du débat, toutes les délégations ont reconnu l'existence d'une telle obligation.

La question de la compatibilité et de la concordance des mesures nationales et internationales de conservation des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs est au coeur de nos discussions. Nous convenons tous qu'il est essentiel d'harmoniser ces mesures, encore qu'il faille réfléchir à la manière d'y parvenir. Le débat consacré à la question et la manière responsable dont les délégations ont essayé de trouver un terrain d'entente sont pour moi un grand motif d'encouragement. Il s'agit là d'une question très délicate, mais je pense que nous finirons par nous entendre sur ce sujet.

Nous sommes très bien partis pour nous acquitter du mandat que l'Assemblée générale nous a confié à sa quarante-septième session. Nous ne devrions pas perdre de vue l'ampleur du problème. Il nous reste encore beaucoup à faire pour terminer nos travaux avant la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale en 1994. A cet égard, nous devons nous prononcer sur notre programme de travail futur. Maintenant que nous avons pleinement évalué le champ de nos travaux de fond, il apparaît qu'il nous faudra deux sessions supplémentaires pour nous acquitter de notre mandat. A mon avis, il faudrait tenir une session de négociation de trois semaines au printemps de 1994 et une session de clôture pendant l'été 1994.

Pendant la session de printemps, la Conférence devrait s'appliquer à dégager un accord sur les nombreuses questions relevées dans le texte de négociation. J'espère qu'à la fin de la session de printemps, nous serons en mesure d'établir un texte révisé reflétant un accord substantiel sinon total sur toutes les questions. Ce texte serait alors communiqué aux Etats pour examen afin que nous puissions l'adopter dans une forme convenue à la session de clôture.

En conséquence, je propose à la Conférence de se prononcer sur les propositions ci-après, à savoir :

1. Qu'il soit tenu deux sessions supplémentaires de la Conférence au printemps et à l'été 1994, les dates indiquées par les services de Conférence étant les 14 au 31 mars 1994 et 15 au 26 août 1994 et devant être confirmées par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

2. Que la Conférence recommande à l'Assemblée générale de fournir des services et installations de conférence pour les deux sessions. Afin de faciliter nos travaux, ces services devraient nous permettre de tenir deux séances simultanées pendant les sessions. Cette proposition comporte des incidences financières dont l'Assemblée générale devra tenir compte.

3. Que la Conférence approuve la proposition du Président tendant à prier la FAO d'établir deux documents d'information aux fins de nos travaux en prévision de la prochaine session.

Je tiens à vous exprimer mes très chaleureux et sincères remerciements pour votre dévouement à la tâche et pour l'esprit constructif et de coopération dont vous avez fait preuve à l'occasion des travaux de la présente session. Je tiens en particulier à vous exprimer ma profonde gratitude pour le concours, l'assistance et l'amitié que vous m'avez tous témoignés en ma qualité de Président et qui m'ont énormément facilité la tâche. Je tiens à rendre un hommage particulier aux Vice-Présidents de la Conférence qui m'ont apporté un concours et des conseils précieux. Je tiens également à remercier le Secrétariat d'avoir facilité nos travaux au cours de la présente session.
